Ville de Saint-Philippe

Rapport Financier Consolidé

31 décembre 2018

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Philippe

Code géographique : 67010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Martin Lelièvre, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Saint-Philippe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature Date 2019-05-29

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Saint-Philippe

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Philippe («l'entité»), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section «Fondement de l'opinion avec réserve» du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Philippe au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La ville a comptabilisé au cours de l'exercice, des droits sur les carrières et sablières au montant de 454 202 $. Comme la ville n'a pas mis en place les mesures de contrôle lui permettant de s'assurer de l'exactitude des déclarations produites par les exploitants, il ne nous a pas été possible de nous assurer de l'intégralité des revenus inscrits au rapport financier. En conséquence, nous n'avons pu déterminer si les montants des droits en cause, de l'excédent de fonctionnement de l'exercice, de l'actif, du passif et de l'excédent accumulé auraient dû faire l'objet d'ajustement.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Philippe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que

celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

·nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

exploitation;

·nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

·nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Goudreau Poirier inc. 1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2019-05-29

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	8 406 305	8 530 802	8 215 781
Compensations tenant lieu de taxes	2	117 740	128 222	120 659
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 293 027	1 119 588	689 663
Services rendus	5	1 094 782	1 062 457	1 047 876
Imposition de droits	6	922 100	1 094 662	1 103 366
Amendes et pénalités	7	187 159	190 232	187 277
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	128 463	136 874	138 601
Autres revenus	10	180	428 157	83 070
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	12 149 756	12 690 994	11 586 293
Charges				
Administration générale	14	1 924 454	1 858 357	1 801 919
Sécurité publique	15	3 021 390	2 939 470	2 865 032
Transport	16	2 798 725	3 215 842	2 630 585
Hygiène du milieu	17	1 828 810	1 690 534	1 539 487
Santé et bien-être	18	52 155	56 310	49 370
Aménagement, urbanisme et développement	19	415 234	366 774	451 066
Loisirs et culture	20	1 948 892	1 706 214	1 538 246
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	258 945	273 674	287 638
Effet net des opérations de restructuration	23			37 911
	24	12 248 605	12 107 175	11 201 254
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(98 849)	583 819	385 039
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		23 473 683	23 088 644
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		23 473 683	23 088 644
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		24 057 502	23 473 683

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 534 706	2 732 792
Débiteurs (note 5)	2	3 855 623	3 208 635
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	6 390 329	5 941 427
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 440 726	4 563 924
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 154 741	1 643 959
Revenus reportés (note 12)	12	1 597 439	1 041 669
Dette à long terme (note 13)	13	12 347 511	11 816 060
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	282 469	255 231
	15	19 822 886	19 320 843
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(13 432 557)	(13 379 416)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	37 371 133	36 726 248
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	88 900	88 900
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	30 026	37 951
	21	37 490 059	36 853 099
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	24 057 502	23 473 683

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(98 849)	583 819	385 039
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(1 567 582)	(2 410 563)	(2 425 896)
Produit de cession	3		394	2 176
Amortissement	4	1 218 702	1 765 656	1 450 297
(Gain) perte sur cession	5		(372)	(2 166)
Réduction de valeur / Reclassement	6			37 911
	7	(348 880)	(644 885)	(937 678)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		7 925	74 743
	11		7 925	74 743
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(447 729)	(53 141)	(477 896)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(13 379 416)	(12 901 520)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(13 379 416)	(12 901 520)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(13 432 557)	(13 379 416)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	583 819	385 039
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 765 656	1 450 297
Autres			
- Activités de restructuration	3		37 911
- Perte (Gain) sur disposition	4	(372)	(2 166)
	5	2 349 103	1 871 081
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(646 988)	772 571
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	510 782	(694 760)
Revenus reportés	9	555 770	86 878
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	27 238	62 736
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	7 925	74 743
	14	2 803 830	2 173 249
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 410 563)	(2 425 896)
Produit de cession	16	394	2 176
	17	(2 410 169)	(2 423 720)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 229 800	4 376 800
Remboursement de la dette à long terme	24	(699 505)	(592 291)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 123 198)	(1 906 885)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	1 156	(201)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(591 747)	1 877 423
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(198 086)	1 626 952
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 732 792	1 105 840
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	2 732 792	1 105 840
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 534 706	2 732 792

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Philippe est un organisme municipal constitué et régi en vertu de la Loi sur les cités et villes (R.L.R.Q., c.C-19). Elle est dirigée par un conseil. Le 22 octobre 2016, la Municipalité de Saint-Philippe a obtenu le statut de ville tel que publié dans la Gazette officielle à cette même date.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages 13, 18-1, 18-2 et 18-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant: Régie intermunicipale de police de Roussillon.

Les comptes de la ville et du partenariat auquel elle participe sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville.

Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Saint-Philippe excluant les organismes qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour l'exercice est de 5.47 %.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Saint-Philippe, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

S.O.

b) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	- 10, 15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	- 10, 15, 20 et 40 ans
Véhicules	- 3, 5, 6, 7, 8, 10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 4, 5, 7 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 3, 4, 5, 6, 10 et 20 ans
Améliorations locatives	- 15 ans

D) Passifs

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux et du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite par financement salarial FTQ (RRFS - FTQ)auquel la ville participe est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Régie intermunicipale de police Roussillon

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :
- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : Valeur lissée 5 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

  - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

  - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée. Le tout doit être totalement amorti sur une période maximale correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit avant le 31 décembre 2026;

  - pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Actifs éventuels

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la ville n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Droits contractuels

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3380, Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Les informations requises sur les droits contractuels de la ville en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19 et portent sur des baux de location, sur des ententes de service et sur une entente de transfert. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Information relative aux apparentés et opérations interentités

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

Puisque la ville n'a conclu aucune opération interentités ni aucune opération entre apparentés au cours de l'exercice, aucune information n'a été présentée aux états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 534 706	2 732 792
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	2 534 706	2 732 792
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	366 945	306 455
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	885 699	1 050 614
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 147 711	909 975
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	763 062	479 394
Organismes municipaux	15	325 827	376 197
Autres			
- Contribuables et divers	16	527 297	199 866
- Mutations à recevoir	17	206 027	192 589
	18	3 855 623	3 208 635
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	419 700	490 800
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	419 700	490 800
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	38 929	90 086
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(126 940)	(107 294)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(155 529)	(147 937)
	37	(282 469)	(255 231)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	131 504	391 349
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	15 199	(215 796)
Régimes à cotisations déterminées	40	56 965	50 067
Autres régimes (REER et autres)	41	66 000	49 076
Régimes de retraite des élus municipaux	42	14 148	10 581
	43	283 816	285 277

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017

10. Emprunts temporaires

La ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 600 000 $ pour ces opérations courantes portant intérêt au taux préférentiel (3.95 % au 31 décembre 2018) . Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit est inutilisée.

La municipalité a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit pour un règlement d'emprunt en cours. Le montant autorisé est de 3 675 000 $ portant intérêt au taux préférentiel (3.95 % au 31 décembre 2018) plus 0.25 %. Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit est utilisée pour un montant de 3 440 726 $.

De plus, la ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière un prêt à terme de 372 698 $ dans le cadre d'un règlement d'emprunt. Ce prêt porte intérêt au taux préférentiel (3.95 % au 31 décembre 2018) plus 0.25 %. Au 31 décembre, ce prêt à terme est inutilisé.

La Régie intermunicipale de police Roussillon a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes autorisée à 1 000 000 $ au taux préférentiel minoré de 0.15%. Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit n'est pas utilisée (2017: NIL $).

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	1 206 811	770 571
Salaires et avantages sociaux	48	414 414	474 133
Dépôts et retenues de garantie	49	267 905	208 374
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus sur DLT	53	67 849	69 655
- Autres courus et passifs	54	58 088	57 276
- Gouvernement du Québec	55		760
- Gouvernement du Canada	56		388
- Organismes municipaux	57	139 674	62 802
	58	2 154 741	1 643 959

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	1 148 684	784 606
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	326 250	136 577
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Régie de police Roussillon	68	1 627	2 137
- Divers	69	505	
-	70		
- Transfert	71	120 373	118 349
	72	1 597 439	1 041 669

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2018	2017
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	3,31	2019	2038	73	12 331 496	11 793 408
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,15	5,70	2023	2023	77	17 537	25 330
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	12 349 033	11 818 738
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(1 522)	(2 678)
					83	12 347 511	11 816 060

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2018
2019	84		92	718 451	100		109	8 096	117	726 547
2020	85		93	665 001	101		110	8 412	118	673 413
2021	86		94	678 675	102		111	335	119	679 010
2022	87		95	699 649	103		112	340	120	699 989
2023	88		96	695 522	104		113	354	121	695 876
2024 et +	89		97	8 874 198	105		114		122	8 874 198
	90		98	12 331 496	106		115	17 537	123	12 349 033
Intérêts et frais accessoires					107	( )			124	( )
	91		99	12 331 496	108		116	17 537	125	12 349 033

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2018	2017
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(13 432 557)	(13 379 416)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(13 432 557)	(13 379 416)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	5 140 508	158	10 338	185		212	5 150 846
Eaux usées	131	8 088 702	159		186		213	8 088 702
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	16 209 972	160	1 202 757	187	26 901	214	17 385 828
Autres	133	2 102 791	161	735	188	83 869	215	2 019 657
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	5 892 175	163		190		217	5 892 175
Améliorations locatives	136	187 151	164	63 072	191		218	250 223
Véhicules	137	2 526 658	165	259 048	192	8 001	219	2 777 705
Ameublement et équipement de bureau	138	688 581	166	132 386	193	21 727	220	799 240
Machinerie, outillage et équipement divers	139	1 776 472	167	4 517	194	213 282	221	1 567 707
Terrains	140	3 038 774	168		195		222	3 038 774
Autres	141	126 966	169		196	115 000	223	11 966
	142	45 778 750	170	1 672 853	197	468 780	224	46 982 823
Immobilisations en cours	143	4 988 314	171	737 710	198		225	5 726 024
	144	50 767 064	172	2 410 563	199	468 780	226	52 708 847
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	1 980 257	173	128 782	200		227	2 109 039
Eaux usées	146	3 499 470	174	209 566	201		228	3 709 036
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	4 557 392	175	777 437	202	26 901	229	5 307 928
Autres	148	643 902	176	101 106	203	83 869	230	661 139
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 004 001	178	148 485	205		232	1 152 486
Améliorations locatives	151	24 954	179	12 477	206		233	37 431
Véhicules	152	937 615	180	144 965	207	8 001	234	1 074 579
Ameublement et équipement de bureau	153	393 774	181	87 508	208	21 705	235	459 577
Machinerie, outillage et équipement divers	154	884 451	182	155 330	209	213 282	236	826 499
Autres	155	115 000	183		210	115 000	237	
	156	14 040 816	184	1 765 656	211	468 758	238	15 337 714
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	36 726 248					239	37 371 133
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	88 900	88 900
	253	88 900	88 900
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	88 900	88 900

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Divers	256	22 920	25 115
- Organisme contrôlé	257	7 106	12 836
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	30 026	37 951

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

a) Fourniture d'eau - Ville de Candiac

La ville s'est engagée, en vertu d'un contrat d'une durée de vingt ans avec la Ville de Candiac pour la fourniture de l'eau potable. Cette entente est venue à échéance le 31 décembre 2015. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, cette entente n'a pas encore été renouvelée. Le coût relatif à cette entente pour l'année 2018 s'élève à 154 595 $.

b) Enlèvement, transport et disposition des matières résiduelles et recyclables

La ville a délégué le pouvoir à la MRC de Rousillon en ce qui a trait à l'enlèvement , le transport et la disposition des matières résiduelles, recyclables et organiques à raison de 191.38 $ par unité pour l'année 2019. La ville estime le nombre de 2 600 unités en ce qui a trait aux ordures et aux matières organiques, ce qui représente un coût de 363 220 $ pour 2019 et un nombre de 2 662 unités pour le recyclage, ce qui représente un coût de 157 005 $ pour 2019.

c) Autres

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 1 636 470 $. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2019	643 273 $
2020	587 054 $
2021	137 256 $
2022	125 619 $
2023	122 853 $

d) Régie intermunicipale de police Roussillon

La Régie intermunicipale de police Roussillon a contracté divers engagements de crédit. La quote-part de ces engagements revenant à la Ville de Saint-Philippe au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

2019	13 051 $
2020	6 196 $
2021	1 081 $
2022	573 $
2023	573 $

19. Droits contractuels

La ville a conclu des ententes de location de locaux. Les échéances de ces baux varient du 30 septembre 2020 au 31 décembre 2020.

Les montants des droits contractuels relativement à ces ententes sont les suivants :

	2019	2020
Location de local # 1	190 380 $	194 188 $
Location de local # 2	29 388	22 041
Total	219 768 $	216 229 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

La ville a également conclu, avec la municipalité de Saint-Mathieu, une entente pour la fourniture de service pour l'interception et le traitement des eaux usées. Cette entente, d'une durée de vingt ans, vient à échéance le 31 décembre 2026. Par la suite, elle se renouvelle automatiquement par période successive de cinq ans. La participation financière de chacune des parties est établie en fonction de la charge hydraulique (55 %) et de la charge organique (45 %) revenant à chacune des municipalités.

De plus, la ville a signé une entente avec la municipalité de Saint-Mathieu relativement à la fourniture de service pour la protection contre l'incendie. Cette entente, d'une durée de cinq ans, est entré en vigueur le 1er janvier 2009. Elle se renouvelle automatiquement par la suite, par période de cinq ans. Depuis 2017, la participation financière des parties est établie en fonction de la population desservie par ce service dans chacune des municipalités.

Dans le cadre de programmes de subventions sur les infrastructures, la ville et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 1 766 190 $ pour des travaux. La ville doit également investir 828 800 $ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécuté avant le 31 décembre 2019. À la date des états financiers, une somme de 1 270 084 $ a été comptabilisée à titre de revenu.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

La Régie intermunicipale de police Roussillon est poursuivie pour une somme de 515 614 $ en plus de l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, plus les frais de justice.

Cette réclamation est entre les mains des assureurs de la régie. Si celle-ci devait débourser une somme à l'égard de cette cause, la charge qui en résulterait serait comptabilisée dans l'exercice alors en cours.

d) Autres

Griefs

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par la Régie intermunicipale de police Roussillon, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

26 MRC De Roussillon

La ville a conclu des ententes déléguant ses pouvoirs en matière de cour municipale, de gestion des matières résiduelles, de vente pour taxes et de développement économique et touristique à la M.R.C. De Roussillon.

27 Oeuvre d'art

La ville détient, à titre d'oeuvre d'art, deux tableaux de Carol Simard Laflamme. Ces tableaux sont installés à la bibliothèque et ont été acquis dans le cadre de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.

De plus, la ville a acquis, à titre d'oeuvre d'art, une murale sur verre fritté d'André Dubois. Cette oeuvre est installée au centre communautaire et a été acquise dans le cadre de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.

28 Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou regroupées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	8 215 781	8 406 305	8 530 802			8 530 802
Compensations tenant lieu de taxes	2	120 659	117 740	128 222			128 222
Quotes-parts	3					1 188 878	
Transferts	4	291 367	308 700	323 922		2 149	326 071
Services rendus	5	986 248	1 069 505	1 027 889		34 568	1 062 457
Imposition de droits	6	799 766	667 100	1 052 927			1 052 927
Amendes et pénalités	7					190 232	190 232
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	135 054	126 000	130 332		6 542	136 874
Autres revenus	10	24 782		118 178		2 168	120 346
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	10 573 657	10 695 350	11 312 272		1 424 537	11 547 931
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	370 137	982 625	793 517			793 517
Imposition de droits	16	303 600	255 000	41 735			41 735
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17			21 055			21 055
Autres	18	46 592		286 756			286 756
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	720 329	1 237 625	1 143 063			1 143 063
	21	11 293 986	11 932 975	12 455 335		1 424 537	12 690 994
Charges							
Administration générale	22	1 707 060	1 828 989	1 693 671	164 686		1 858 357
Sécurité publique	23	2 558 912	2 751 240	2 662 862	100 632	1 364 854	2 939 470
Transport	24	1 806 645	2 272 245	2 259 004	956 838		3 215 842
Hygiène du milieu	25	1 197 891	1 499 760	1 342 165	348 369		1 690 534
Santé et bien-être	26	49 370	52 155	56 310			56 310
Aménagement, urbanisme et développement	27	446 990	410 329	364 483	2 291		366 774
Loisirs et culture	28	1 402 422	1 815 757	1 552 992	153 222		1 706 214
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	252 512	242 285	243 651		30 023	273 674
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	1 402 957	1 187 035	1 726 038	(1 726 038)		
	33	10 824 759	12 059 795	11 901 176		1 394 877	12 107 175
Excédent (déficit) de l'exercice	34	469 227	(126 820)	554 159		29 660	583 819

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	469 227	(126 820)	554 159	29 660	583 819
Moins: revenus d'investissement	2	(720 329)	(1 237 625)	(1 143 063)	( )	(1 143 063)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(251 102)	(1 364 445)	(588 904)	29 660	(559 244)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 402 957	1 187 035	1 726 038	39 618	1 765 656
Produit de cession	5				394	394
(Gain) perte sur cession	6				(372)	(372)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 402 957	1 187 035	1 726 038	39 640	1 765 678
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(481 199)	(572 520)	(557 493)	(70 912)	(628 405)
	18	(481 199)	(572 520)	(557 493)	(70 912)	(628 405)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(135 159)	(145 400)	(539 346)	(12 347)	(551 693)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	417 455	1 049 910	730 000	69 505	799 505
Réserves financières et fonds réservés	22	(100 855)	(154 580)	(123 221)	(14 535)	(137 756)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(23)			8 276	8 276
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	181 418	749 930	67 433	50 899	118 332
	26	1 103 176	1 364 445	1 235 978	19 627	1 255 605
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	852 074		647 074	49 287	696 361

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Réalisations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus d'investissement	1	720 329	1 143 063		1 143 063
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(152 560)	(134 555)	( )	(134 555)
Sécurité publique	3	(43 666)	(43 770)	(28 557)	(72 327)
Transport	4	(444 335)	(1 112 479)	( )	(1 112 479)
Hygiène du milieu	5	(100 673)	(558 230)	( )	(558 230)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	(1 652 020)	(532 972)	( )	(532 972)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	(2 393 254)	(2 382 006)	(28 557)	(2 410 563)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 376 800	1 229 800		1 229 800
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	135 159	539 346	12 347	551 693
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	137 215	69 007		69 007
Excédent de fonctionnement affecté	16		38 935		38 935
Réserves financières et fonds réservés	17	148 154	252 403	16 210	268 613
	18	420 528	899 691	28 557	928 248
	19	2 404 074	(252 515)		(252 515)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	3 124 403	890 548		890 548

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2017	2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 497 754	2 300 666	234 040	2 534 706
Débiteurs (note 5)	2	3 077 290	3 724 631	135 978	3 855 623
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	5 575 044	6 025 297	370 018	6 390 329
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 563 924	3 440 726		3 440 726
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 494 575	2 010 153	149 574	2 154 741
Revenus reportés (note 12)	12	1 039 532	1 595 812	1 627	1 597 439
Dette à long terme (note 13)	13	11 355 130	11 956 337	391 174	12 347 511
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			282 469	282 469
	15	18 453 161	19 003 028	824 844	19 822 886
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(12 878 117)	(12 977 731)	(454 826)	(13 432 557)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	36 351 562	37 007 530	363 603	37 371 133
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	88 900	88 900		88 900
Stocks de fournitures	19				
Autres actifs non financiers (note 17)	20	25 115	22 920	7 106	30 026
	21	36 465 577	37 119 350	370 709	37 490 059
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	719 481	699 861	34 130	733 991
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 644 149	1 472 901	171 608	1 644 509
Réserves financières et fonds réservés	24	359 688	251 937	26 380	278 317
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( )	( )	(468 643)	(468 643)
Financement des investissements en cours	26	(4 711 990)	(3 842 873)		(3 842 873)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	25 576 132	25 559 793	152 408	25 712 201
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	23 587 460	24 141 619	(84 117)	24 057 502

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	3 373 045	3 365 616	4 285 289	3 975 450
Charges sociales	2	917 235	816 953	1 099 887	1 029 503
Biens et services	3	3 923 560	3 390 926	3 497 598	3 313 348
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	239 406	234 083	244 212	253 002
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 879	9 568	9 568	11 176
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8			19 894	23 460
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	2 029 935	2 007 998	819 120	776 875
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	343 200	339 810	347 241	273 376
Amortissement des immobilisations	14	1 187 035	1 726 038	1 765 656	1 450 297
Autres					
- Créances irrécouvrables	15		(33 430)	(24 904)	18 585
- Autres	16	37 500	37 500	37 500	75 418
- Réclammation dommages et int.	17	6 000	6 114	6 114	764
	18	12 059 795	11 901 176	12 107 175	11 201 254

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	26	
Supportant les engagements de prêts	27	
	28	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	5		
Créances douteuses	6		
Autres frais de gestion	7		
	8		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
	15		
	16		
Excédent (déficit) de l'exercice	17		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	( )	( )
	22		
Autres	23		
	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	733 991	719 832
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 644 509	1 860 396
Réserves financières et fonds réservés	3	278 317	397 101
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(468 643)	(508 342)
Financement des investissements en cours	5	(3 842 873)	(4 711 990)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	25 712 201	25 716 686
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	24 057 502	23 473 683
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	699 861	719 481
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	34 130	351
	11	733 991	719 832
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Aqueduc - Égout	12	1 032 773	821 411
- Exercice suivant	13	344 000	675 000
- Annexion Candiac	14	55 000	110 000
- Branchement Monette	15	34 264	34 264
- Règlement 369	16	6 864	3 474
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 472 901	1 644 149
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
- Régie intermun. Rousillon	22	171 608	216 247
-	23		
-	24		
	25	171 608	216 247
	26	1 644 509	1 860 396
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	40 695	169 877
Organismes contrôlés et partenariats	38	24 410	25 982
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	211 242	189 811
Organismes contrôlés et partenariats	42	1 970	11 431
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	278 317	397 101
	48	278 317	397 101

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	(14 666)	(17 450)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	(4 652)	(5 522)
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	(267 824)	(255 894)
	54	(287 142)	(278 866)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	(287 142)	(278 866)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
- Autre financement	72	(181 501)	(229 476)
-	73	( )	( )
	74	(181 501)	(229 476)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80		
	81	(468 643)	(508 342)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	6 876	
Investissements à financer	83	(3 849 749)	(4 711 990)
	84	(3 842 873)	(4 711 990)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	37 371 133	36 726 248
Propriétés destinées à la revente	86	88 900	88 900
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	37 460 033	36 815 148
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	37 460 033	36 815 148
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(12 347 511)	(11 816 060)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(1 522)	(2 678)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	419 700	490 800
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	181 501	229 476
	98	(11 747 832)	(11 098 462)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(11 747 832)	(11 098 462)
	101	25 712 201	25 716 686

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Régie intermunicipale de police de Roussillon offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées.

		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(107 294)	175 600
Charge de l'exercice	4	(131 504)	(391 349)
Cotisations versées par l'employeur	5	111 858	108 455
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(126 940)	(107 294)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	4 326 175	4 013 352
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(4 722 931)	(4 391 892)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(396 756)	(378 540)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	269 816	271 246
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(126 940)	(107 294)
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(126 940)	(107 294)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	4 326 175	4 013 352
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(4 722 931)	(4 391 892)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(396 756)	(378 540)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	190 629	439 231
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	190 629	439 231
Cotisations salariales des employés	21	(96 973)	(97 189)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	93 656	342 042
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	24 495	31 730
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	118 151	373 772
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	239 531	217 902
Rendement espéré des actifs	33	(226 178)	(200 325)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	13 353	17 577
Charge de l'exercice	35	131 504	391 349

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	296 610	333 203
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(226 178)	(200 325)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	70 432	132 878
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(95 933)	7 565
Prestations versées au cours de l'exercice	40	156 568	130 763
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	4 177 323	4 239 316
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	348 653	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	114 649	117 790
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	355 548	61 884
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	18	18
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,49 %	4,93 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,48 %	4,66 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Régie intermunicipale de police Roussillon possède un régime selon lequel elle s'engage à verser une prime au syndicat pour tout policier retraité jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette prime correspond à 5,00 % du dernier salaire gagné avant la retraite.

		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(147 937)	(368 095)
Charge de l'exercice	56	(15 199)	((215 796))
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	7 607	4 362
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(155 529)	(147 937)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(168 006)	(180 407)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(168 006)	(180 407)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	12 477	32 470
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(155 529)	(147 937)
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(155 529)	(147 937)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(168 006)	(180 407)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(168 006)	(180 407)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	6 552	(223 416)
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	6 552	(223 416)
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	6 552	(223 416)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	2 244	2 319
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	8 796	(221 097)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	6 403	5 301
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	6 403	5 301
Charge de l'exercice	87	15 199	(215 796)
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	17 457	1 104
Prestations versées au cours de l'exercice	92	7 607	4 362
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	17	18
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	3,46 %	3,49 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	3,49 %	2,98 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	6,00 %	10,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	6,00 %	5,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2 020	2 020
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Saint-Philippe offre à ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. La contribution de l'employé et de l'employeur équivaut à 5% du salaire cotisable.

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Autres régimes	111	56 965	50 067
	112	56 965	50 067

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 1

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à ses employés cadres de participer à un régime de retraite (REER Collectif) pour 5% ou 9 % de leur rémunération de l'exercice précédent. La dépense ainsi encourue par la ville est imputée à la fonction municipale où oeuvre l'employé. Pour y avoir droit, l'employé doit cotiser au minimum 2.5 % de sa masse salariale.

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114	66 000	49 076

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	3 664	2 630
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	12 348	8 863
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	1 800	1 718
	119	14 148	10 581

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TAXES		**Budget 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2017**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	6 911 860	7 009 202	7 009 202	6 664 659
Taxes spéciales					
Service de la dette	2		10	10	9 167
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	6 911 860	7 009 212	7 009 212	6 673 826
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	430 970	456 078	456 078	439 956
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	342 055	337 154	337 154	290 008
Matières résiduelles	13	647 190	654 103	654 103	642 988
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	30 000	30 562	30 562	24 584
Service de la dette	18	44 230	43 693	43 693	144 419
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	1 494 445	1 521 590	1 521 590	1 541 955
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	1 494 445	1 521 590	1 521 590	1 541 955
	27	8 406 305	8 530 802	8 530 802	8 215 781

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Budget 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2017**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	24 800	26 577	26 577	26 197
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	88 930	97 765	97 765	90 447
	36	113 730	124 342	124 342	116 644
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37	120			124
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40	120			124
	41	113 850	124 342	124 342	116 768
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	3 189	3 237	3 237	3 144
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43	701	643	643	747
Taxes d'affaires	44				
	45	3 890	3 880	3 880	3 891
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	117 740	128 222	128 222	120 659

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		**2018**	**2018**	**2018**	**2017**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53				
Sécurité publique					
Police	54			1 390	1 666
Sécurité incendie	55		11 660	11 660	6 074
Sécurité civile	56				
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58	110 000	12 568	12 568	10 777
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60		855	855	880
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				22 169
Transport adapté	62				
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68				
Réseau de distribution de l'eau potable	69		149	149	312
Traitement des eaux usées	70		29 414	29 414	12 688
Réseaux d'égout	71				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72	52 042	74 837	74 837	52 593
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73	57 958	117 598	117 598	124 765
Tri et conditionnement	74				
Autres	75				
Autres	76				
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78				
Autres	79				
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84				
Promotion et développement économique	85				
Autres	86				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	59 700	40 579	40 579	41 226
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	29 000	36 262	36 262	33 052
Autres	89				9 000
Réseau d'électricité	90				
	91	308 700	323 922	325 312	315 202

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92				
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94		39 448	39 448	
Sécurité civile	95				
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97	112 625	495 843	495 843	38 602
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				1 482
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107				
Réseau de distribution de l'eau potable	108				27 822
Traitement des eaux usées	109	360 000	113 513	113 513	76 772
Réseaux d'égout	110	420 000			
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117				
Autres	118				
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126	90 000	144 713	144 713	226 941
Activités culturelles					
Bibliothèques	127				
Autres	128				
Réseau d'électricité	129				
	130	982 625	793 517	793 517	371 619

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2018	Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132				
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135				
Fonds de développement des territoires	136				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137				
Partage des revenus du cannabis	138			420	
Autres	139			339	2 842
	140			759	2 842
TOTAL DES TRANSFERTS	141	1 291 325	1 117 439	1 119 588	689 663

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS		**Budget 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2017**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	142				
Évaluation	143				
Autres	144				
	145				
Sécurité publique					
Police	146				
Sécurité incendie	147	462 120	425 964	425 964	391 475
Sécurité civile	148				
Autres	149				
	150	462 120	425 964	425 964	391 475
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	151				
Enlèvement de la neige	152				
Autres	153				
Transport collectif	154				
Autres	155				
	156				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157				
Réseau de distribution de l'eau potable	158				
Traitement des eaux usées	159	46 000	47 151	47 151	46 714
Réseaux d'égout	160				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	161				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	162				
Tri et conditionnement	163				
Autres	164				
Autres	165				
Cours d'eau	166				
Protection de l'environnement	167				
Autres	168				
	169	46 000	47 151	47 151	46 714
Santé et bien-être					
Logement social	170				
Autres	171				
	172				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	173				
Rénovation urbaine	174				
Promotion et développement économique	175				
Autres	176				
	177				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	178				
Activités culturelles					
Bibliothèques	179				
Autres	180				
	181				
Réseau d'électricité	182				
	183	508 120	473 115	473 115	438 189

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2018	Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	184				
Évaluation	185				
Autre	186	246 370	237 189	237 189	230 588
	187	246 370	237 189	237 189	230 588
Sécurité publique					
Police	188			34 568	27 174
Sécurité incendie	189	11 800	4 732	4 732	14 797
Sécurité civile	190	7 200	7 774	7 774	7 817
Autres	191				
	192	19 000	12 506	47 074	49 788
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	193	13 860	18 342	18 342	18 085
Enlèvement de la neige	194	68 000	67 286	67 286	64 352
Autres	195				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	196	3 000	3 554	3 554	34 454
Transport adapté	197				
Transport scolaire	198				
Autres	199				
Autres	200				
	201	84 860	89 182	89 182	116 891
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202				
Réseau de distribution de l'eau potable	203	8 000	7 284	7 284	31 863
Traitement des eaux usées	204				
Réseaux d'égout	205				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	206				
Matières recyclables	207	7 000	9 820	9 820	7 580
Autres	208				
Cours d'eau	209				
Protection de l'environnement	210				
Autres	211				
	212	15 000	17 104	17 104	39 443
Santé et bien-être					
Logement social	213				
Sécurité du revenu	214				
Autres	215				
	216				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	217				
Rénovation urbaine	218				
Promotion et développement économique	219				
Autres	220				
	221				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	222	193 055	196 320	196 320	169 790
Activités culturelles					
Bibliothèques	223	3 100	2 473	2 473	3 187
Autres	224				
	225	196 155	198 793	198 793	172 977
Réseau d'électricité	226				
	227	561 385	554 774	589 342	609 687
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 069 505	1 027 889	1 062 457	1 047 876

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	229	93 000	112 868	112 868	94 383
Droits de mutation immobilière	230	475 000	891 670	891 670	688 988
Droits sur les carrières et sablières	231	354 100	90 124	90 124	319 995
Autres	232				
	233	922 100	1 094 662	1 094 662	1 103 366
AMENDES ET PÉNALITÉS	234			190 232	187 277
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	235				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	236	126 000	130 332	136 874	138 601
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237			372	2 166
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239				
Contributions des promoteurs	240		21 055	21 055	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241				
Contributions des organismes municipaux	242				11 403
Autres contributions	243				
Redevances réglementaires	244				
Autres	245		404 934	406 730	69 501
	246		425 989	428 157	83 070
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	247				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations 2018	Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	145 730	147 260		147 260	147 260	138 007
Greffe et application de la loi	2	251 625	245 961		245 961	245 961	299 384
Gestion financière et administrative	3	1 199 938	1 133 121	164 686	1 297 807	1 297 807	1 156 898
Évaluation	4	100 000	60 260		60 260	60 260	65 016
Gestion du personnel	5						
Autres							
- Autres	6	131 696	107 069		107 069	107 069	142 614
-	7						
	8	1 828 989	1 693 671	164 686	1 858 357	1 858 357	1 801 919
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 187 465	1 190 039		1 190 039	1 366 015	1 359 673
Sécurité incendie	10	1 507 775	1 417 883	100 632	1 518 515	1 518 515	1 444 598
Sécurité civile	11	46 000	40 363		40 363	40 363	47 149
Autres	12	10 000	14 577		14 577	14 577	13 612
	13	2 751 240	2 662 862	100 632	2 763 494	2 939 470	2 865 032
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 530 845	1 533 800	890 354	2 424 154	2 424 154	1 872 020
Enlèvement de la neige	15	304 465	298 744	35 079	333 823	333 823	271 849
Éclairage des rues	16	52 000	44 245	31 405	75 650	75 650	76 572
Circulation et stationnement	17	42 500	45 530		45 530	45 530	31 246
Transport collectif							
Transport en commun	18	342 435	336 685		336 685	336 685	378 898
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 272 245	2 259 004	956 838	3 215 842	3 215 842	2 630 585

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations 2018	Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	156 000	154 595		154 595	154 595	151 250
Réseau de distribution de l'eau potable	24	198 430	125 751	121 794	247 545	247 545	236 651
Traitement des eaux usées	25	551 965	476 823	226 098	702 921	702 921	574 859
Réseaux d'égout	26						
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	158 215	163 410	477	163 887	163 887	175 001
Élimination	28	205 444	198 482		198 482	198 482	195 039
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	119 385	118 202		118 202	118 202	111 011
Tri et conditionnement	30	32 627	31 612		31 612	31 612	29 317
Matières organiques							
Collecte et transport	31	7 236	5 903		5 903	5 903	3 299
Traitement	32	2 412	2 776		2 776	2 776	1 640
Matériaux secs	33	49 624	46 913		46 913	46 913	44 640
Autres	34	16 402	15 517		15 517	15 517	14 669
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	2 020	2 181		2 181	2 181	2 111
Autres	39						
	40	1 499 760	1 342 165	348 369	1 690 534	1 690 534	1 539 487
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	51 242	56 310		56 310	56 310	49 370
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	913					
	44	52 155	56 310		56 310	56 310	49 370
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	381 345	329 724	2 291	332 015	332 015	422 172
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	28 984	34 759		34 759	34 759	28 894
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	410 329	364 483	2 291	366 774	366 774	451 066

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations 2018	Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	667 682	675 163	10 401	685 564	685 564	567 631
Patinoires intérieures et extérieures	54	134 200	115 240		115 240	115 240	100 163
Piscines, plages et ports de plaisance	55						
Parcs et terrains de jeux	56	627 490	407 672	97 525	505 197	505 197	465 792
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	33 000	36 312		36 312	36 312	31 949
Autres	59	32 890	40 643		40 643	40 643	31 756
	60	1 495 262	1 275 030	107 926	1 382 956	1 382 956	1 197 291
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	320 495	277 962	45 296	323 258	323 258	340 955
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	320 495	277 962	45 296	323 258	323 258	340 955
	67	1 815 757	1 552 992	153 222	1 706 214	1 706 214	1 538 246
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	242 285	243 651		243 651	252 648	260 671
Autres frais	70					1 132	3 507
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					19 756	22 878
Autres	72					138	582
	73	242 285	243 651		243 651	273 674	287 638
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						37 911
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	1 187 035	1 726 038	(1 726 038)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Philippe

Code géographique : 67010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	41 365	41 365	17 785
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	64 579	64 579	21 433
Conduites d'égout	4	375 526	375 526	14 238
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	798 180	798 180	223 947
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9	29 654	29 654	
Parcs et terrains de jeux	10	120 640	120 640	299 831
Autres infrastructures	11	2 235	2 235	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	61 091	61 091	54 010
Édifices communautaires et récréatifs	14	347 350	347 350	1 205 748
Améliorations locatives	15	55 930	55 930	7 142
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	275 982	288 329	38 247
Ameublement et équipement de bureau	18	134 938	146 631	233 479
Machinerie, outillage et équipement divers	19		4 517	104 118
Terrains	20	74 536	74 536	205 918
Autres	21			
	22	2 382 006	2 410 563	2 425 896

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	41 365	41 365	17 785
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	375 526	375 526	14 238
Autres infrastructures	27	950 709	950 709	223 947
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30	64 579	64 579	21 433
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			299 831
Autres immobilisations	33	949 827	978 384	1 848 662
	34	2 382 006	2 410 563	2 425 896

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	427 330		26 593	400 737
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	10 900 608	1 229 800	601 812	11 528 596
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	11 327 938	1 229 800	628 405	11 929 333
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	490 800		71 100	419 700
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	490 800		71 100	419 700
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	490 800		71 100	419 700
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	490 800		71 100	419 700
	19	11 818 738	1 229 800	699 505	12 349 033
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	11 818 738	1 229 800	699 505	12 349 033

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	11 956 337
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 849 749
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	419 700
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	15 386 386
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	392 202
Endettement net à long terme	17	15 778 588
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	118 565
Communauté métropolitaine	19	30 065
Autres organismes	20	634 766
Endettement total net à long terme	21	16 561 984
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	16 561 984
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2	100 000	60 260	60 260	65 016
Autres	3	78 144	78 779	78 779	78 772
Sécurité publique					
Police	4	1 187 465	1 188 878		
Sécurité incendie	5		1 538	1 538	
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	2 135	884	884	
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	506 345	502 173	502 173	482 134
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14	2 020	2 181	2 181	2 111
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	51 242	56 310	56 310	49 370
Autres	17	913			
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	18 250	15 694	15 694	18 056
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	28 984	34 759	34 759	28 894
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	54 437	66 542	66 542	52 522
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	2 029 935	2 007 998	819 120	776 875

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 212 216	2 193 862
Frais de financement	4	169 790	199 392
Autres	5		
	6	2 382 006	2 393 254

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	11,01	40,00	22 901,00	1 003 357	268 028	1 271 385
Professionnels	2	1,97	35,00	3 592,00	97 600	31 113	128 713
Cols blancs	3	3,45	35,00	6 278,00	148 614	46 241	194 855
Cols bleus	4	22,51	40,00	46 831,00	1 333 907	358 941	1 692 848
Policiers	5						
Pompiers	6	31,38	12,50	20 394,00	688 948	93 614	782 562
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	70,32		99 996,00	3 272 426	797 937	4 070 363
Élus	9	7,00			93 190	19 016	112 206
	10	77,32			3 365 616	816 953	4 182 569

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	149				149
Traitement des eaux usées	14	10 597	33 146	99 184		142 927
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	58 344	218 642	491 782	205 595	974 363
	17	69 090	251 788	590 966	205 595	1 117 439

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	79 562	75 650
	4	79 562	75 650
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	14 351	16 033
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	14 351	16 033
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	115 025	120 188
Enlèvement de la neige	11	855	915
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	115 880	121 103
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	492	2 068
Réseau de distribution de l'eau potable	17	2 407	3 081
Traitement des eaux usées	18	10 737	11 687
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	13 636	16 836
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	20 222	22 890
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	20 222	22 890
Réseau d'électricité	40		
	41	243 651	252 512

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Johanne Beaulac	28 791	14 395
Sylvie Messier	6 523	3 262
Vincent Lanteigne	6 523	3 262
Marie-Josée D'Auteuil	6 523	3 262
Martine Labelle	6 523	3 262
Justin Gagné	6 523	3 262
Dany Goyette	6 523	3 262

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	500 000 $				
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2		3	X	4	

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5	X	6	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	454 202 $		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8	X	9	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		OUI		NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10	[ ]	11	[X]
Si oui, indiquer les montants suivants :				
a) le montant total versé en 2018	12	_____ $		
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ $		
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1er alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14	[ ]	15	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ $		
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17	[ ]	18	[X]
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	19	_____ $		
b) autres formes d'aide	20	_____ $		
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019				
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21			
Facteur comparatif de 2018	22			
Valeur uniformisée	23	_____		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 24 _____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 25 $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 26 $

b) Dépenses d'investissement 27 _____ $

c) Total des frais encourus admissibles 28 _____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 29 _____

b) Date d'adoption de la résolution 30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Philippe

Code géographique : 67010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au secrétaire-trésorier de la Ville de Saint-Philippe,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Philippe (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Goudreau Poirier inc.

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2019-05-29

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	8 530 802
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes 2		
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	173 399
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	30 562
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	8 326 841

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	829 070 100
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	848 291 700
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	838 680 900

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100) 14 ___ , 9928 / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Philippe

Code géographique : 67010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	8 169 715
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	188 430
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	8 358 145
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	451 935
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	344 190
Matières résiduelles	13	700 735
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	31 000
Service de la dette	18	40 875
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 568 735
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 568 735
	27	9 926 880

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	26 080
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	95 240
	9	121 320
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	120
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	120
	14	121 440
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	3 685
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	415
Taxes d'affaires	17	
	18	4 100
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	125 540

Organisme Saint-Philippe

Code géographique 67010

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 770 020 964	x	5 0,8370	/100$	6 6 445 075				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 7 742 400	x	8 0,9544	/100$	9 73 895				
Immeubles non résidentiels	10 33 266 033	x	11 1,4245	/100$	12 473 875				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19 8 317 700	x	20 1,6740	/100$	21 139 240				
Immeubles agricoles	22 123 970 300	x	23 0,8370	/100$	24 1 037 630				
Total					25 8 169 715	26 ( )	27 ( )	28	29 8 169 715

Taxes spéciales									
Service de la dette (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Service de la dette (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

Organisme Saint-Philippe — Code géographique 67010

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25	26 ( )	27 ( )	28	29

Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30 943 317 397	x	31 0,0200	/100$	32 188 430				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54 188 430	55 ( )	56 ( )	57	58 188 430

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	190,00$
Égout	2	,$
Eau et égout	3	,$
Traitement des eaux usées	4	149,00$
Matières résiduelles	5	185,00$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Piscine	25,0000	4	par unité
Eau commerciale	240,0000	4	par unité
Surplus consommation d'eau	0,3200	7	mètre cube
R369 - bassin A	1,6724	2	
R 369 - bassin B	1,1291	2	
Réseau régional d'aqueduc entretien	3,9000	4	par unité
Matières recyclables	65,0000	4	par unité
Matières organiques	14,9200	4	par unité

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	9 926 880
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	195 438
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	31 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	9 700 442

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 943 317 397

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 12 1 , 0 2 8 3 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	480 528			140 904	75 443	1 062 424
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	125					
Autres	5	28 638				11 292	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	509 291			140 904	86 735	1 062 424

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	6 598 846			8 358 145
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	40 750			40 875
Autres	13	1 456 930			1 496 860
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	8 096 526			9 895 880

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13	X	14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16	X	17	
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19	X	20	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	828 691 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	13 354 010 $
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	590 600 $
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	313 870 $
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	$
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	2018-12-18

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 X	2	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 X	4	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 X	6	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7	8 X	

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9	10	11 X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12	13	14 X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15	16	17 X

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18	19	20 X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21	22	